

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

DSK à Washington

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 1er novembre 2007

Démocratie & Socialisme

Dominique Strauss Khan vient d'être élu Directeur général du FMI. Il est toutefois possible, malgré les félicitations que lui ont adressées aussi bien François Hollande que Ségolène Royal, de se demander ce que peut bien avoir à faire quelqu'un qui se réclame du socialisme à la tête d'un organisme tel que le FMI. Un organisme qui, du fait de son absence totale de démocratie et de la politique qu'il met en oeuvre, subit aujourd'hui une triple crise.

Une crise démocratique

56,28 % des droits de vote du FMI sont détenus par 10 pays industrialisés sur un total de 24 administrateurs. Cinq pays dominent le Conseil d'administration : les Etats-Unis (17,35 % des voix), le Japon (6,22 %), l'Allemagne (6,08 %), la France (5,02 %), le Royaume Uni (5,02 %). Les 177 autres Etats membres sont divisés en groupes dirigés à chaque fois par un pays qui siège comme administrateur. Le groupe le plus important (5,21 % des voix) est dirigé par la Belgique qui représente 10 pays dont l'Autriche et la Turquie. Le groupe le moins important (1,17 % des voix) est présidé par le Gabon qui représente 26 pays africains.

Une crise de légitimité

Le FMI a trop bien réussi dans son rôle de gendarme et échoué dans son rôle de pompier. Son rôle de gendarme consiste à obliger les pays en développement à s'ouvrir à la mondialisation libérale. Il utilise pour cela le levier de la dette que ces pays avaient contracté auprès des banques du Nord. Cette dette, bien souvent le fait de dictateurs (Chili, Brésil, Argentine, Philippines, Zaïre ...), avait étranglé les pays en voie de développement lorsque Reagan avaient décidé l'augmentation incroyablement brutale des taux d'intérêts en 1979.

Pour faire face au paiement des intérêts de leur dette, devenus colossaux, les pays en voie de développement ont dès lors été obligés d'en passer par des prêts de la Banque Mondiale et du FMI. Ces prêts étaient, à chaque fois conditionnés à la mise en oeuvre des " plans d'ajustement structurels " du FMI. Cette mise en oeuvre a réduit à la misère des pans entiers de la population de ces pays et livré les banques, les entreprises publiques et privées, les forêts de ces mêmes pays aux appétits des multinationales du Nord.

Le rôle de pompier du FMI consiste à intervenir pour étouffer dans l'oeuf toute crise financière. Il a totalement échoué dans ce rôle. En janvier 1998, à Davos, Jeffrey Sachs, professeur d'économie à Harvard avait ainsi dressé le tableau de la crise financière du Sud-est asiatique en 1997. Il avait démontré, preuves à l'appui que la monnaie de chacun des pays touchés (Thaïlande, Philippines, Corée du Sud, Indonésie..) s'était écroulée non pas avant, mais après l'intervention du FMI. Les seuls pays émergents qui avaient échappé à la crise financière du Sud-est asiatique étaient ceux qui avaient refusé les remèdes du FMI : la Chine et la Malaisie. Deux ans plus tard, l'autre " meilleur élève " du FMI, l'Argentine connaissait une crise encore plus profonde.

Une crise existentielle

Les pays émergents tirent les leçons des politiques mises en oeuvre par le FMI et font tout pour ne plus se retrouver entre ses griffes. Risquant, ainsi, de lui faire perdre sa raison d'être. La conjoncture économique les y aide. Les prix élevés des matières premières et de certains produits agricoles depuis 2004 leur ont permis de constituer

d'importantes réserves de change : 3 000 milliards de dollars en 2007, le double de celles des pays industrialisés. Plusieurs gouvernements ont choisi de rembourser de manière anticipée leurs dettes au FMI. Neuf pays d'Amérique latine ont décidé de créer une " Banque du Sud " pour financer leur intégration régionale et leurs projets sociaux.

Comme le constate Eric Toussaint (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) " Les signes de distance par rapport à la Banque Mondiale et au FMI se multiplient : l'Equateur a expulsé le représentant permanent de la Banque Mondiale à Quito fin avril 2007, le Venezuela envisage de se retirer de la Banque Mondiale et du FMI.. "

Une réforme démocratique ?

C'est ce que propose DSK. Malheureusement, la règle non écrite qui veut que la présidence de la Banque mondiale revienne à un citoyen des Etats-Unis et la direction du FMI à un Européen de l'Ouest a, encore une fois, été respectée. Ce qui laisse mal augurer d'un quelconque changement démocratique à la tête de ces institutions. En effet, après avoir été le candidat de Sarkozy, DSK est devenu le candidat de l'Union européenne puis celui de Bush et a, ainsi, été élu malgré l'opposition de très nombreux pays en voie de développement.

Que DSK entreprenne un ravalement de façade du FMI paraît une évidence et recueille, d'ailleurs, l'adhésion de tous ceux qui veulent sauver l'institution, à commencer par les Etats-Unis. Mais que ce ravalement aboutisse à transformer le FMI en institution démocratique est une toute autre affaire : les statuts du FMI prévoit une minorité de blocage de 15 % des voix et les Etats-Unis disposent de plus de 17 % de ces voix ! Mais peut-être DSK l'ignorait-il lorsqu'il a postulé à la direction du FMI.

Jean-Jacques Chavigné